

Antoine Prost : "Le bac tue beaucoup d'initiatives pédagogiques"

LE MONDE CULTURE ET IDEES | 03.10.2013 à 18h02 • Mis à jour le 05.10.2013 à 15h22 |

Propos recueillis par Maryline Baumard

Changements dans l'école, tel est le titre de l'ouvrage que l'historien de l'école Antoine Prost a publié au Seuil le 26 septembre. Et pourtant, cet universitaire qui a goûté à la politique montre avant tout que l'école a du mal à changer, à se plier aux formes nouvelles qu'un gouvernement voudrait lui donner et qu'on appelle réforme. En revanche, elle sait s'adapter à ce que la société lui demande. Témoin, la mixité qui s'est installée sans heurts ni fracas au XX^e siècle. Un regard pessimiste ou optimiste, c'est selon...

Vous nous promenez dans le XX^e siècle de l'école. On a l'impression que l'institution est en mouvement perpétuel. Est-ce une illusion d'optique ? Oui et non. Depuis le début du XIX^e siècle, l'école n'a connu que deux périodes de remaniement profond. Mais toutes deux ont duré une vingtaine d'années. Il y a d'abord eu la refondation républicaine, de 1880 avec Jules Ferry à la réforme du lycée moderne de 1902 ; entre ces deux dates, l'école a été repensée du primaire au supérieur. La seconde période est la refondation gaullienne des années 1960 ; elle s'achève en 1985 avec la création du baccalauréat professionnel. Là encore, la restructuration est importante et crée l'école que nous connaissons aujourd'hui.

La grande leçon de cette histoire des coulisses du pouvoir est qu'il est difficile de réformer l'école. Je serais plus nuancé. Dans l'ensemble, les réformes de structure réussissent et les réformes pédagogiques échouent. La réforme du collège (1963), celle du baccalauréat et du second cycle (1965), la réforme Faure de l'université après 1968, le baccalauréat professionnel de Chevènement ont réussi ! Toutes sont des réformes organisationnelles. La création des ZEP par Savary en 1982 a aussi réussi, puisqu'elles existent toujours et que leur mise en place a permis de penser différemment la répartition des moyens. On ne

peut donc pas dire que la réforme est impossible.

Quels sont les grands facteurs d'échec des réformes ? Si la réforme du collège a réussi, c'est parce que ce projet a été conduit avec une grande constance. On peut dire qu'avec l'établissement polyvalent de premier cycle, la réforme projetée par Jean Zay puis Langevin-Wallon à la Libération se réalise enfin une génération plus tard. Mais pour qu'elle aboutisse, il a fallu une action administrative continue de 1963 à 1975. La constance est nécessaire. Or l'alternance politique la brise.

Pour réussir, il faut aussi qu'une réforme soit vraiment voulue. Regardez l'histoire de la loi Fillon (2005). En 2003, le transfert aux régions et aux départements des personnels qui assuraient la vie matérielle des établissements suscite une grève interminable et très dure. Pour calmer le jeu, le président Chirac fait demander un rapport à Claude Thélot, un des meilleurs connaisseurs de l'école. Ce dernier mène une consultation d'une ampleur sans précédent, et remet un rapport remarqué. Mais il n'en sort pas grand-chose, parce qu'il n'y avait pas de volonté de réforme au départ : le lancement de la consultation était un coup politique. En plus, ce rapport, commandé par Ferry, a été remis à Fillon, et la loi mise en oeuvre par Robien puis Darcos ! La loi a bien retenu l'idée de socle commun, mais les textes d'application ont beaucoup tardé, les politiques n'y croyaient pas, l'administration ne s'est pas mobilisée, et il n'en reste guère que le mot...

Vous expliquez que la réussite d'une réforme ne s'apprécie que plus tard dans le temps... Il faut effectivement attendre une vingtaine d'années pour savoir si une nouveauté trouve place dans le paysage. L'exemple des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), créés en 1989, est éclairant. Voici une réforme qui semblait avoir abouti et qui a fini par être rejetée avant qu'elle ne fête son vingtième anniversaire. Les IUFM touchaient profondément à l'identité des professeurs : déclarer nécessaire leur formation professionnelle, c'était remettre en cause leur identité disciplinaire. Pour aboutir, imparfaitement, il fallait l'espace d'une génération. Les politiques n'ont pas laissé le temps aux IUFM.

"On peut tout changer dans l'éducation nationale sauf la

façon d'enseigner", écrivez-vous. N'est-ce pas ennuyeux pour le ministre actuel, Vincent Peillon, qui prône justement une réforme pédagogique ? L'histoire montre qu'il y a des moyens détournés d'arriver à une réforme pédagogique ! Déjà, il faut préserver la diversité existante. Toutes les pédagogies ne conviennent pas à tous les élèves. En simplifiant les organigrammes, en encourageant les fusions, on condamne la diversité pédagogique. La pédagogie particulière des lycées techniques a disparu lors de leur fusion avec les lycées généraux. Celle des lycées professionnels est minée par leur rapprochement avec le technique. Il n'y a pas d'originalité pédagogique sans diversification institutionnelle non ségrégative.

Et puis, n'importe quel type de pédagogie n'est pas compatible avec n'importe quel type d'évaluation. Pourquoi l'innovation ne fait-elle pas tache d'huile ? Parce que le laminoir de l'examen national normalise tous les enseignements. Le bac tue beaucoup d'initiatives pédagogiques. Le bac pro a tué des évaluations très innovantes. L'examen impose une logique d'excellence purement scolaire. Or l'excellence n'est pas qu'intellectuelle ; elle est aussi dans le caractère, la volonté, la créativité, l'équipe. C'est ce que les guerres font comprendre. Ce n'est pas un hasard si des courants pédagogiques tels que l'Education nouvelle ou les classes nouvelles ont vu le jour aux lendemains des première et deuxième guerres mondiales. Les classes nouvelles des collèges, dont je raconte l'histoire dans mon livre, avaient réalisé une pédagogie très globale, équilibrée, formatrice. La formule a disparu quand le directeur de l'enseignement scolaire de l'époque, Gustave Monod, a pris sa retraite. Elle n'a pas eu le soutien politique nécessaire. La SFIO était très partagée sur le sujet, le ministre peu impliqué...

Peut-on vraiment dire que, au cours du XX^e siècle, les syndicats ont bloqué des réformes ? Les réformes se sont souvent bloquées toutes seules et les syndicats n'ont pas arrêté de réforme raisonnable proposée par un ministre et une administration déterminés. Ils ont certes bloqué le socle commun de connaissances en 2005, mais ni le ministre ni l'administration n'y croyaient vraiment. Le problème avec les syndicats est qu'ils entretiennent avec leur base un rapport approximatif. Leurs porte-paroles sont des militants ; ils n'expriment pas nécessairement ni

complètement l'opinion de la profession dans sa globalité. Celle-ci est plus divisée qu'ils ne le disent.

Vous ne conseillez plus les ministres. Mais si vous deviez adresser un message à Vincent Peillon, qui aimerait entrer dans la catégorie des grands réformateurs, quel serait-il ? Le projet de M. Peillon, auquel j'adhère, se jouera dans le temps. La politique, comme le disait Napoléon de la guerre, est "un art simple et tout d'exécution".

Et s'il ratait sa refondation, combien de temps pourra-t-on conserver une école en décalage avec la société ? La régulation essentielle du système, ce sont les élèves. Les profs s'adaptent et c'est leur estime d'eux-mêmes qui est en jeu. Une réforme aura lieu, on ne sait pas laquelle. Tous les changements dans l'Education nationale ne viennent pas des réformes. Ils sont parfois le fait de l'évolution de la société, comme ce fut le cas de l'instauration de la mixité au fil du siècle.

Question subsidiaire : on se demande, à la lecture de votre livre, combien d'années de travail sont nécessaires pour arriver à raconter par le menu le dessous des décisions.

J'ai commencé ce livre il y a plus de dix ans et je l'ai approfondi point par point au fur et à mesure des autorisations d'accès aux archives. J'avais demandé de longue date à consulter les archives d'Henri Domerg, conseiller de Georges Pompidou. Après les avoir dépouillées, j'ai relativisé le rôle que j'attribuais à l'Elysée. Mais j'attendais les archives de Christian Fouchet [*ministre de l'Education nationale de 1962 à 1967*]. Elles ont fini par entrer aux Archives nationales. Je n'y ai rien trouvé mais j'ai la conscience tranquille sur mon analyse.

Maryline Baumard

A lire

Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours, d'Antoine Prost (Seuil, 386 p., 21 €).

